

31 MARS 2015 : ÉCHÉANCE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

L'exercice du droit de grève : au cœur du débat

Quelque 2 500 personnes se sont rassemblées, le 31 mars, à Québec, pour participer à l'événement *Avec nous, en action! Journée de réflexion du Front commun sur la grève dans le secteur public*. Des ateliers, des panels et des débats contradictoires ont alimenté la réflexion et les échanges des participantes et participants réunis, issus des réseaux de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la santé et des services sociaux ainsi que de la fonction publique.

Qu'en est-il du mandat de grève?

Pour la CSQ et ses alliés du Front commun, la négociation vient à peine de commencer. Toutefois, est-il pour autant prématuré d'envisager une recherche de mandat de grève? Le recours éventuel à des moyens de pression lourds ne peut être écarté en raison, notamment, des offres patronales méprisantes – qui appauvriront et feront reculer les conditions de travail des travailleuses et travailleurs de l'État (dont 75% sont des femmes) –, des mesures d'austérité idéologiques du gouvernement ainsi que de son budget aux conséquences catastrophiques pour les services publics.

D'importantes consultations à venir

Ce rassemblement important marque donc le coup d'envoi d'une vaste tournée de consultations auprès des membres du Front commun, dont la CSQ fait partie. Voilà pourquoi vous serez invités, au cours des prochains mois, à vous exprimer sur la négociation et les moyens à envisager pour obtenir des conventions collectives satisfaisantes. Pour suivre l'évolution de cet enjeu, surveillez les bulletins NégO 2015!

L'Assemblée nationale encerclée

Une impressionnante chaîne humaine, de près d'un kilomètre de long, a encerclé l'Assemblée nationale le 31 mars, à l'heure du midi. Les membres de la CSQ étaient présents, en grand nombre, pour rappeler au gouvernement qu'à compter d'aujourd'hui, les travailleuses et travailleurs de l'État sont sans contrat de travail et que des conditions de travail décentes sont essentielles pour maintenir la qualité, l'accessibilité et l'universalité des services publics sur l'ensemble du territoire québécois.



Parallèlement à cette action, des membres de la CSQ se sont mobilisés, dans toutes les régions du Québec, pour marquer l'échéance des conventions collectives et envoyer un signal clair au gouvernement.

Le personnel de l'État ne décolère pas!

La colère continue de gronder en raison des offres patronales truffées de mesures d'austérité, présentées en décembre dernier. En plus d'appauvrir les travailleuses et travailleurs, le gouvernement cherche à récupérer les gains obtenus par les syndicats au cours des précédentes négociations, à saccager le régime de retraite, à restreindre la sécurité d'emploi, à imposer davantage de flexibilité et de mobilité dans les conditions de travail ainsi qu'à élargir le pouvoir des directions.

Pourtant, ces personnes salariées ne sont pas des privilégiées :

- Elles ont perdu 10% de leur pouvoir d'achat depuis 25 ans.
- Elles sont rémunérées 7,6% de moins que les autres travailleuses et travailleurs québécois pour des emplois comparables (en incluant les régimes de retraite et autres avantages sociaux).
- Elles assument 50% des coûts de leur régime de retraite.
- Elles occupent, dans une proportion de 35%, un emploi précaire sans sécurité d'emploi et, dans une proportion de 48% seulement, un poste régulier à temps complet.

Pas étonnant que la mobilisation soit si forte, partout au Québec!

L'austérité est un choix idéologique, pas une fatalité

Le gouvernement possède une réelle marge de manœuvre pour investir dans les services publics. Or, bien qu'il affiche un surplus budgétaire réel de

1,6 milliard de dollars dès cette année, il choisit d'effectuer d'autres compressions et coupes importantes dans les services publics afin d'accélérer le remboursement de la dette. Tout cela n'est pourtant pas nécessaire pour atteindre la cible prévue en 2026. Pire, il évoque déjà des réductions d'impôts en 2017, qui le priveront de 2,5 milliards de dollars de revenus fiscaux.



Si le gouvernement maintenait le rythme actuel de remboursement de la dette et compensait les modifications fiscales proposées par une réduction des abris fiscaux des plus riches et des institutions financières, c'est plus de 4 milliards de dollars supplémentaires qui pourraient être réinvestis dans les services publics, au cours des 5 prochaines années. Et cela, sans compromettre l'équilibre budgétaire ni augmenter le fardeau fiscal des contribuables.

Les miettes rancées que le gouvernement offre à son personnel démontrent le mépris qu'il lui porte et résultent bel et bien de sa volonté de réduire leurs conditions de travail et de piller les services publics au profit du privé.



POUR NE RIEN MANQUER SUR LA NÉGO...

VOUS SOUHAITEZ TOUT SAVOIR SUR L'ÉVOLUTION DE LA NÉGOCIATION DU SECTEUR PUBLIC ? ABONNEZ-VOUS À L'INFOLETTRE DE LA CSQ EN VISITANT LE SITE NEGO2015.ORG.

